Les acteurs et le soin apporté à la mise en scène, aux couleurs, aux enchaînements des récits nous font oublier l'écran. C'est là le signe de tout bon cinéma.

La troisième ère du cinéma soviétique semble commencer. Nous devons beaucoup en attendre.

ADO KYROU.

Le monde, comme il va...

INTELLECTUEL ET GOUVERNEUR

L'appel « contre la poursuite de la guerre en Afrique du nord », signé par plus de trois cents intellectuels, et dont nous avons reproduit la publication dans notre dernier numéro, a suscité de vives réactions de la part de M. Jacques Soustelle, Gouverneur général de l'Algérie.

La première, sous forme d'un communiqué à la presse, dont nous extrayons le passage suivant :

« *... De ceux qui l'ont signé, beaucoup sont mes collègues, certains sont de mes amis. Ceux qui l'ont rédigé ne semblent pas, et je le regrette, avoir fait l'effort de connaître objectivement les problèmes de l'Algérie. Ils verraient, sans nul doute, que si le papier supporte tout, la réalité se laisse moins aisément manier. Ils devraient notamment demander à leur conscience si certaines des solutions proposées ne risquent pas, dans l'immédiat, d'avoir pour résultat une effroyable effusion de sang.* »

Sa deuxième réaction a été marquée par une « Lettre d'un intellectuel à quelques autres, à propos de l'Algérie », datée d' « Alger, 14 novembre 1955 ». Elle a été envoyée à quelques-uns des signataires de l'appel.

M. Jacques Soustelle notamment déclare :

« *... Même engagé dans l'action, je demeure un universitaire, un enseignant et un écrivain. Je crois à la valeur intrinsèque de la pensée, de la recherche et de la réflexion. Je suis persuadé que nous avons un rôle à jouer dans la vie publique, ne serait-ce qu'en essayant de substituer aux vagues images passionnelles qui sont l'instrument habituel de la politique les notions de probité, de précision et de rigueur auxquelles nous tenons par profession.* »

En conséquence :

« *si des intellectuels se manifestent* en tant que tels *dans le domaine politique... ils ne sont justifiés que s'ils se comportent en la circonstance et plus que jamais en intellectuels, c'est-à-dire avec le souci d'honnêteté et de clarté qui est en quelque sorte notre marque.* »

Or, le signataire de la lettre se déclare

« *stupéfait par la légèreté et le manque de sérieux qui caractérisent cette proclamation [l'appel], riche en affirmations péremptoires mais aussi en équivoques, et dont le style claironnant et ampoulé me frappe comme une inconvenance.* »

« ... Où, quand et comment les auteurs de ce texte se sont-ils donné la peine d'étudier et d'analyser la situation en Algérie avant de porter sur elle un jugement aussi décisif ? Ont-ils fait usage de leurs méthodes d'historiens et de philosophes, ou bien se sont-ils contentés de lire leur journal ? »

« On me permettra tout de même de rappeler que je suis quelque peu documenté sur tous ces événements et que je leur ai consacré quelque réflexion. L'argument d'autorité ne jouant pas entre nous je suis obligé de dire que même les noms les plus prestigieux ne peuvent tenir lieu de preuves. »

Le « Comité contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord » a répondu officiellement à M. Soustelle sur le fond, par la voie de son bulletin.

Mais la qualité d'intellectuel dont se targue le Gouverneur général de l'Algérie, et que personne ne lui refuse, a incité Dionys Mascolo à nous envoyer les réflexions suivantes. Elles viennent après l'énonciation des noms et qualités de quelques-uns des signataires de l'appel, « historiens et savants des questions musulmanes et des civilisations non disparues d'Afrique du Nord » (par opposition à M. Jacques Soustelle « excellent connaisseur de civilisations aujourd'hui disparues») : Gaston Wiet, Louis Massignon, Régis Blachère, Charles-André Julien, Jean Dresch. Il prend également acte du silence opposé par le Gouverneur général à la proposition de l'envoi en Algérie d'une commission d'enquête :

D'un bout à l'autre de ce document se développe la même équivoque fondamentale. L'intellectuel-gouverneur y fait part, avec une complaisance inouïe, des « réflexions qui lui sont venues à l'esprit », à la lecture du manifeste, sur le rôle des intellectuels, leur importance, les règles de précision, de probité et de rigueur qui doivent être les leurs, le souci d'honnêteté et de clarté qui doit être leur marque — « notre marque », dit le Gouverneur, qui intitule son essai Lettre d'un intellectuel à quelques autres. *Serait-ce là le début d'un dialogue entre collègues ? Engagé dans ces termes, et dans les circonstances actuelles, un tel dialogue ne manifesterait pas seulement un manque de sérieux total. Il serait indécent. M. Soustelle n'est pas en Algérie en tant qu'ethnologue. Il affirme qu'il a consacré aux événements d'Algérie quelque réflexion. On le croit sans peine. Un Gouverneur général ne pourrait que difficilement s'épargner ce travail. Mais d'autres aussi l'ont fait, dans un tout autre esprit. Il ajoute qu'il est « quelque peu documenté sur ces événements ». On n'en doute pas. Mais d'autres aussi le sont, et qui n'ont pas couru le risque de ne le devoir qu'aux services de police.*

Universitaire, écrivain et savant d'autre part, M. Soustelle, encore une fois, ne se trouve pas en Algérie aux fins d'une enquête scientifique, mais en tant que représentant du pouvoir. L'exercice du pouvoir ne favorise peut-être pas beaucoup « l'effort d'information et d'impartialité » qui

donne au jugement de l'intellectuel sa valeur particulière, pour reprendre une autre des formules employées par l'auteur sur le thème qui lui tient à cœur. Mais il faut ici aller plus loin que lui. Il n'y a certes pas d'incompatibilité de principe entre le philosophe et l'homme d'État. Cela n'est pourtant pas donné. *Un certain effort y est nécessaire, que de toute évidence M. Soustelle n'a pas fourni, ni même imaginé (mais il eût fallu l'imaginer bien avant : cela ne s'improvise pas). Vu sous cet angle, ce témoignage est exemplaire. Peu de textes renseignent mieux que celui-ci sur la situation de l'intellectuel parvenu au Pouvoir, et qui n'a pas cru possible d'y accéder sans renoncer à quelque chose dans l'ordre de la réflexion. On reconnaît là une conception classique, mais périmée, du pouvoir politique. Rien d'étonnant dès lors que la définition, elle aussi traditionnelle, qu'il donne du rôle de l'intellectuel, reste sans lien aucun avec le discours politique qui suit. Ce discours est d'un proconsul égocentrique, libéré, grâce au Pouvoir précisément, de toute obligation de logique et de vérité. Pour finir, c'est l'écartèlement misérable d'un esprit qui se lit dans ce texte, où une distance infinie sépare l'intellectuel du gouverneur.*

Il y est dit : 1° qu'il n'y a pas de guerre en Algérie ; que les intellectuels n'ont lancé ce mot qu'en vue de créer un complexe de culpabilité ; 2° que ce sont « les autres » qui ont provoqué, par leur agression, « la situation actuelle » (qui n'est pas la guerre) ; 3° que « les autres » d'ailleurs n'ont pas de principes ; ce sont de farouches obscurantistes, tortionnaires, terroristes, incendiaires, absolutistes totalitaires et racistes ; 4° que les chefs et administrateurs civils et militaires français ne font rien d'autre, en Algérie, que manifester leur « esprit humain » et protéger les vies musulmanes ; 5° qu'il est bien entendu qu'il n'y a pas de guerre, mais que les mesures proposées par les intellectuels conduiraient cependant à une capitulation.

A cet incroyable tableau succède l'incroyable déclaration que voici : « j'ai toujours cru que notre devoir, à nous qui faisons profession de penser clairement, était d'aborder franchement et sans réticence la bataille des idées. »

Que M. Soustelle nous pardonne. Il mène, franchement ou non, une tout autre bataille que celle-là. Son texte même est de guerre, et non d'idées. Jouer de son prestige de savant auprès des politiques et de son prestige d'homme du pouvoir auprès des savants ne le conduit qu'à donner un exemple nouveau, et plus parfait dans son genre, d'un langage bien connu, où l'équivoque n'a de cesse que lorsqu'elle fait place au cynisme, et qui fut toujours celui des soutiens du colonialisme. La personne de M. Soustelle d'ailleurs importe peu, si l'on a décidé de s'occuper de l'Algérie. On sait quelles sont les responsabilités exactes d'un Gouverneur général. Un Gouverneur général applique en Algérie, selon des modalités de son choix, des directives du Ministère de l'Intérieur et de la Présidence du Conseil. Un Gouverneur général peut être remplacé. Il peut aussi, d'ailleurs, il peut très bien, s'il estime être empêché d'accomplir honorablement la tâche qu'il s'était assignée, soit que les conseillers qui pourraient l'informer objectivement lui fassent défaut, soit que ses propres services administratifs et de police trahissent les intentions de

ses ordres en les mettant en pratique, comme il arrive — il peut fort bien démissionner. Si la conception qu'il se fait de ses devoirs le retient néanmoins à ce poste, il faut alors, selon le mot de Robert Barrat, que M. Soustelle ait silencieusement fait don de sa personne à l'Algérie. *Mais que ne le dit-il ? Ce serait déjà là nous entretenir des difficultés propres aux gouverneurs, et nous apprendre quelque chose. Tandis que les difficultés propres à l'intellectuel, dont nous entretient uniquement M. Soustelle, nous sont déjà connues.*

Levons donc l'équivoque. M. Soustelle est un intellectuel qui se trouve exercer le pouvoir. Pourquoi s'obstine-t-il absurdement et sans sincérité à passer ce fait sous silence? Pourquoi ce « nous intellectuels », tout à fait déplacé dans la circonstance ? Quelle honte le retient ? Quel besoin d'affirmer qu'il croit « à la valeur intrinsèque de la pensée, de la recherche et de la réflexion », quand toute la suite du texte dément cette affirmation, laquelle reste dès lors suspendue comme croyance — et l'on ne se permettra pas de la mettre en doute en tant que telle, mais que nous importent ici les croyances qui se trouvent empêchées, pour quelque cause d'ailleurs inexprimée, de se mettre en œuvre ? Pour peu courtois que cela puisse paraître — mais la courtoisie même risquerait d'être un déguisement de la crainte (autre aspect du même problème), il est indispensable de faire remarquer que l'une des voies par lesquelles on peut imaginer de rechercher la vérité est incontestablement la torture. Bornons-nous à dire qu'une telle recherche de la vérité n'a pas la marque scientifique, parce que la torture fait avouer le faux et le vrai également.

L'équivoque où M. Soustelle s'est abîmé, et du fond de laquelle il nous parle, est précisément l'équivoque qui se trouve au cœur de toute l'entreprise colonialiste. C'est là qu'on voulait en venir. Intellectuel ou gouverneur : *la situation n'est pas commode. Mais ce dilemme est celui-là même d'une puissance coloniale comme la France. Son œuvre, dite de mission civilisatrice, n'est-elle pas plus encore de mortelle exploitation ? Une telle équivoque n'est plus supportable. Le risque qu'elle nous fait courir à tous n'est rien de moins que la dégradation de l'intelligence. Il faut donc en sortir, ou s'y perdre. En sortir, c'est répudier radicalement le colonialisme. Par delà toute polémique, le cas de M. Soustelle est à cet égard exemplaire. Son dilemme propre, qu'il n'a pas su résoudre, est le nôtre, vu sous un fort grossissement. Sa triste condition nous guette tous. Tant que le mal colonialiste n'est pas réduit, tout Français risque, continuant à parler le langage hypocrite de la civilisation, d'agir en gouverneur.*

DIONYS MASCOLO.

D'autre part, à la suite de la publication dans la *Nouvelle N.R.F.* de décembre de propos sur l'Algérie signés Jean Guérin, le « Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre » nous fait tenir le texte suivant :